

Le procès

C'est le 18 octobre 1945 qu'eut lieu la séance d'ouverture du TMI, dans le bâtiment de la Cour Suprême de Berlin (siège du Conseil de Contrôle Allié). Celle-ci fut présidée par le juge soviétique **Iola T. Nikitschenko**. Les accusateurs déposèrent l'acte d'accusation contre les 24 principaux criminels de guerre, ainsi que contre sept organisations criminelles (le Corps des dirigeants politiques du NSDAP (*parti ouvrier national-socialiste allemand*), les SS, les SA, le gouvernement du Reich, l'État Major, la Gestapo et les services de sécurité).

La procédure fut continuée à **Nuremberg** du 20 novembre 1945 au 31 août 1946. La présidence était assurée par **Geoffrey Lawrence**, juge britannique du tribunal. C'est au cours de 218 jours d'audience que furent présentées, entre autres, les



dépositions de 360 témoins dont quelques-uns furent interrogés par écrit, d'autres oralement, les uns (236 témoins) directement devant le tribunal, les autres par des juges délégués. En outre, environ 200 000 affidavits (attestations sous serment) servaient de preuve.

La procédure fut menée selon la loi anglo-américaine. Plus de mille collaborateurs (personnel chargé de l'interrogatoire, interprètes, traducteurs, secrétaires etc.) furent engagés lors du procès, devant le Tribunal de Nuremberg.

Les verdicts furent rendus le 30 septembre et le 1^{er} octobre 1946 : 12 peines de mort ; 7 peines privatives de liberté de 10 ans à perpétuité ; 3 acquittements. Parmi les organisations accusées c'étaient les dirigeants du NSDAP, ceux des SS, de la Gestapo et du service de sécurité qu'on déclara pour criminels.

Dix des condamnés à mort furent pendus. (Göring s'était suicidé quelques heures auparavant, Bormann avait été condamné par contumace). L'exécution eut lieu à l'aube du 16 octobre 1946, dans le vieux gymnase de la prison de Nuremberg. (En 1987, celui-ci fut rasé dans le cadre d'un projet de réfection.) Les cadavres furent incinérés dans un crématorium de Munich. Leurs cendres furent jetées dans un affluent de l'Isar.

Le 18 juillet 1947, ceux qui avaient été condamnés à des peines d'emprisonnement furent incarcérés dans la prison des Alliés de Berlin-Spandau, réservée aux criminels de guerre. Le dernier des détenus, Heß, s'y suicida en août 1987.

Contrairement à ce qui avait été envisagé à l'origine, d'autres procédures communes des quatre puissances victorieuses ne furent pas engagées à cause de la „guerre froide”. Cependant, entre 1947 et 1949, à Nuremberg, 12 procès militaires américains contre d'autres 177 accusés (des hommes politiques, des militaires, des industriels, des médecins, des juristes et des membres du bureau des Affaires étrangères) furent entrepris. Des procès similaires furent menés dans les trois autres zones d'occupation.

Les procès-verbaux des séances du TMI furent publiés entre 1947 et 1949 dans l'édition dite „Blaue Reihe”. Ils représentent 22 volumes et 14638 pages.

En 1961, l'état originel de la salle 600 de la cour d'assises transformée pour le TMI fut rétabli. Depuis lors, elle sert de nouveau aux procédures pénales du tribunal de grande instance de Nuremberg-Fuerth.

Editeur:	Oberlandesgericht Nürnberg, Fürther Str. 110, D-90429 Nürnberg
Text	Prof. Dr. Klaus Kastner
Photos	Ray D'Addario
Internet:	http://www4.justiz.bayern.de/olgn/imt/imtf.htm http://museen.nuernberg.de/prozesse http://museen.nuernberg.de/dokuzentrum



Le Tribunal militaire international „DER NUERNBERGER PROZESS“



C'est du 20 novembre 1945 au 1er octobre 1946 que siégea le **Tribunal Militaire International** (TMI) dans la salle de la Cour d'assises (salle 600) du palais de Justice de Nuremberg, situé dans la Fuerther Strasse. La décision fut prise par les trois Grands (États-Unis, Union Soviétique, Grande-Bretagne) lors des conférences de Moscou (1943), de Téhéran (1943), de Yalta 1945) et de Potsdam (1945).

A la demande du président des États-Unis, Truman, le juge fédéral américain **Robert H. Jackson**, qui plus tard était l'accusateur principal du côté américain, organisa l'ensemble de la procédure. Il proposa que les procès se tiennent à Nuremberg, car ce n'était qu'à Nuremberg que se trouvait, à l'époque, un Palais de Justice d'une taille suffisante (surface utile de 22000 m², 530 bureaux et 80 salles des séances). Or, celui-ci n'avait été pratiquement pas endommagé par les bombardements, et il y avait de surcroît une prison intacte, à proximité.

Comme l'Union Soviétique avait exigé que les procès aient lieu à Berlin, on décida le 8 août 1945, dans le cadre des accords de Londres concernant la condamnation des crimes de guerre, que Berlin serait le siège permanent de la Cour de Justice. Cet accord stipula en outre que le premier procès (parmi plusieurs envisagés) se tiendrait à Nuremberg et que, par la suite, la Cour elle-même déciderait de l'endroit où auraient lieu les autres procès.

Chacun des quatre Grands, parmi lesquels figurait désormais la France, désigna un juge et son remplaçant qui n'avait pas droit de vote. Le parquet, lui aussi, était composé de représentants de ces quatre puissances

Les quatre chefs d'accusation

1. conjuration contre la paix mondiale
2. préparation, déclenchement et mise en exécution d'une guerre offensive
3. crimes et infractions au droit de guerre
4. crimes contre l'humanité

Les 24 accusés

Bormann, Martin, né en 1900. Agriculteur. Depuis 1933, chef d'État-Major auprès de Rudolf Heß ; pendant la Deuxième Guerre mondiale, le plus étroit collaborateur d'Hitler au quartier général du Führer. Mort début mai 1945 à Berlin (fait entre temps vérifié, mais incertain à l'époque du procès). Accusé par contumace des chefs d'accusation 1, 3 et 4 ; condamné à mort pour les chefs d'accusation 3 et 4.

Dönitz, Karl, né en 1891. Depuis 1943, Grand-Admiral ; il constitua à la mort d'Hitler, le 2 mai 1945, un "gouvernement intérimaire du Reich". Accusé des chefs d'accusation 1, 2 et 3. Condamné à 10 ans de prison pour les chefs d'accusation 2 et 3. Libéré en 1956. Mort en 1980.

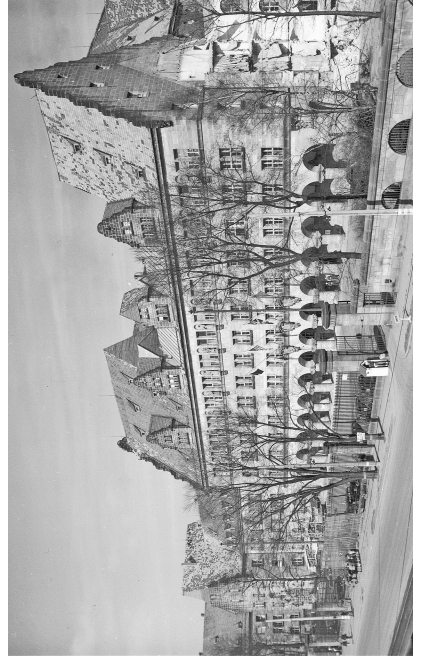
Frank, Hans, né en 1900. Avocat; depuis 1939, Gouverneur général de la Pologne. Accusé des chefs d'accusation 1, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 3 et 4.

Frick, Wilhelm, né en 1877. Ministre de l'intérieur du Reich jusqu'à 1943. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 2, 3 et 4.

Fritzsche, Hans, né en 1900. Journaliste; depuis mai 1933, directeur de l'information au sein du bureau de presse du ministère de la Propagande. Accusé - d'une certaine manière - à la place de Goebbels, qui s'était suicidé. Accusé des chefs d'accusation 1, 3 et 4; acquitté. Après, dans le cadre de la procédure de dénazification, condamné à 9 ans de camp de travail. Libéré en automne 1950. Mort en 1953.

Funk, Walter, né en 1890. Journaliste en économie. Ministre de l'économie ; à partir de 1939, président de la banque allemande du Reich. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à l'emprisonnement à vie pour les chefs d'accusation 2, 3 et 4. Libéré en 1957 pour raison de santé. Mort en 1960.

Göring, Hermann, né en 1893. En qualité de ministre de l'intérieur du gouvernement de Prusse, il créa la "police secrète" qui fut transformée plus tard en "Gestapo" (police secrète du Reich). A partir de 1936, il mobilisa les milieux économiques du Reich en vue du réarmement.



Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Se suicida, la veille de son exécution, en prenant du cyanure. La provenance de la capsule de cyanure n'a jamais été établie de façon nette.

Heß, Rudolf, né en 1894. Depuis 1933, adjoint d'Hitler au sein du NSDAP. Chargé d'une mission qui reste toujours obscure, il s'envola le 10 mai 1941 pour l'Écosse, où il fut interné. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à l'emprisonnement à vie pour les chefs d'accusation 1 et 2. Se suicida en 1987 dans la prison des Alliés à Berlin-Spandau.

Jodl, Alfred, né en 1890. Général de Corps d'armée. Chef du bureau de commandement de l'armée du Reich et conseiller d'Hitler pour les questions stratégiques et opérationnelles. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4.

Kaltenbrunner, Ernst, né en 1903. Avocat. Chef de la police et depuis 1943, chef du bureau principal de la Sûreté. Accusé des chefs d'accusation 1, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 3 et 4.

Keitel, Wilhelm, né en 1882. Depuis 1938, chef du haut commandement de l'armée du Reich. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4.

Krupp von Bohlen und Halbach, Gustav, né en 1870. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4 en tant que représentant de l'industrie lourde et de l'industrie d'armement. Incapable d'estier en justice, il bénéficia d'un non-lieu dès novembre 1945. Mort en 1950. Le « procès Krupp » eut lieu en 1948 devant un tribunal militaire américain à Nuremberg au cours duquel son fils Alfred fut condamné à 12 ans d'emprisonnement. L'ensemble des biens de la famille Krupp fut confisqué.

Ley, Robert, né en 1890. Chimiste. Il décida en 1933 la dissolution des syndicats ouvriers libres et dirigea alors le Front National du Travail, un syndicat nazi. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Se suicida le 26 octobre 1945 dans la prison de Nuremberg.

Neurath, Konstantin von, né en 1873. Travailla dans le Corps diplomatique depuis 1908. De mars 1939 à 1943 (suspendu de ses fonctions depuis 1941) gouverneur des protectorats de Bohême et de Moravie. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à 15 ans d'emprisonnement pour les chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Libéré en 1954 pour raison de santé. Mort en 1956.

Papen, Franz von, né en 1879. Vice-Chancelier dans le premier cabinet d'Hitler en 1933. Puis, ambassadeur à Vienne et à Ankara. Accusé des chefs d'accusation 1 et 2. Acquitté. Plus tard, dans le cadre de la

procédure de dénazification, condamné à 8 ans de camp de travail. Libéré en 1949. Mort en 1969.

Raeder, Erich, né en 1876. Commandant en chef de la Marine jusqu'en 1943. Accusé des chefs d'accusation 1, 2 et 3. Condamné à l'emprisonnement à vie pour les chefs d'accusation 1, 2 et 3. Libéré en 1955 pour raison de santé. Mort en 1960.

Ribbentrop, Joachim von, né en 1893. Négociant. Ministre des Affaires étrangères de 1938 à 1945. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4.

Rosenberg, Alfred, né en 1893. Depuis 1941, Ministre du Reich, responsable des régions occupées de l'Est. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4.

Sauckel, Fritz, né en 1894. Depuis 1942, mandataire général d'Hitler pour les questions relatives au travail, d'où sa responsabilité concernant le travail obligatoire en Allemagne pour plus de 5 millions d'hommes et de femmes venus de tous les territoires occupés en Europe. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 3 et 4.

Schacht, Horace Greely Hjalmar, né en 1877. Banquier. Avant la guerre, président de la Banque du Reich et Ministre de l'Économie. Depuis 1944, incarcéré dans le camp de concentration de Flossenbürg. Accusé des chefs d'accusation 1 et 2. Acquitté. Détenu jusqu'en 1948 par les autorités allemandes. Mort en 1970.

Schirach, Baldur von, né en 1907. Chef des Jeunesses hitlériennes du Reich et (à partir de 1940) Gauleiter de Vienne. Accusé des chefs d'accusation 1 et 4. Condamné à 20 ans d'emprisonnement pour le chef d'accusation 4. Libéré en 1966. Mort en 1974.

Seyß-Inquart, Arthur, né en 1892. Avocat. De 1940 à 1945, commissaire du Reich dans les régions néerlandaises occupées. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à mort pour les chefs d'accusation 2, 3 et 4.

Speer, Albert, né en 1905. Architecte. Depuis 1937, inspecteur en chef des travaux publics à Berlin. De 1942 à 1945 ministre du Reich, chargé de l'armement et des munitions. Accusé des chefs d'accusation 1, 2, 3 et 4. Condamné à 20 ans d'emprisonnement pour les chefs d'accusation 3 et 4. Libéré en 1966. Mort en 1981.

Streicher, Julius, né en 1885. Instituteur. Pour propager ses idées antisémites, il fonda en 1923, à Nuremberg, l'hebdomadaire "Der Stürmer" dont il resta propriétaire et éditeur jusqu'en 1945 (bien qu'il fût destitué de ses fonctions de Gauleiter en Franconie en 1940). Accusé des chefs d'accusation 1 et 4. Condamné à mort pour le chef d'accusation 4.